



**PRÉFET
DE L'AUBE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service de la coordination
interministérielle et de
l'appui territorial**

Pôle de coordination interministérielle
et de concertation publique

Arrêté n° PCICP2024197-0005

de mise en demeure à l'encontre de la société MASSON ET FILS de respecter les prescriptions relatives aux analyses de substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux pour son installation située sur le territoire de la commune d'ESTISSAC

—

La préfète de l'Aube
Chevalier de l'ordre national du Mérite

VU le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 I ;

VU l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2013273-0002 du 30 septembre 2013 autorisant la société MASSON ET FILS située à ESTISSAC pour l'exploitation d'une installation ;

VU le courrier de l'inspection des installations classées du 26 avril 2024 auquel a été annexé le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis en recommandé avec accusé de réception en date du 3 mai 2024 à la société MASSON ET FILS ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant sur ce projet d'arrêté ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant est concerné, de par ses activités de stockage de déchets non dangereux non inertes, par l'article 1-I de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sus-cité ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant doit réaliser des analyses des PFAS et AOF sur l'ensemble des points de rejets aqueux de son installation ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 impose la transmission des résultats d'analyse de PFAS et AOF à l'inspection sous le portail de télédéclaration GIDAF prévu par l'arrêté ministériel du 28 avril 2014 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a pas transmis les résultats d'analyses à l'inspection sous le portail de télédéclaration GIDAF ;

CONSIDÉRANT les dispositions de l'article L 171-8 du code de l'environnement : « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets,*

dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine. » ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aube,

ARRÊTE

Article 1^{er} : Mise en demeure

La société MASSON ET FILS à ESTISSAC (siège social), est mise en demeure de respecter, pour l'exploitation de ses installations de stockage de déchets non dangereux non inertes, dans un délai de 3 mois, les prescriptions, de l'article 4-III de l'arrêté ministériel du 20 Juin 2023 reprises ci-après :

« L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé. ».

Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du Code de l'Environnement.

Article 3 : Notification et publication

Le présent arrêté est notifié à la société MASSON ET FILS.

Il est publié sur le site internet des services de l'État dans le département de l'Aube pendant une durée minimale de deux mois.

Article 4 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera transmise à la procureure de la République du tribunal judiciaire de TROYES.

Fait à TROYES, le **15 JUL. 2024**

Pour la préfète et par délégation
Le secrétaire général

Mathieu ORSI

Délais et voies de recours : Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré devant le tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE, soit par voie postale (25, rue du Lycée – 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE CEDEX) soit par voie dématérialisée, par le biais de l'application télérecours (www.telerecours.fr) par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.